

# ATLETE II

Appliance Testing for Washing Machines Energy Label & Ecodesign Evaluation

## ***“Le diable se cache dans les détails”***

Vue d'ensemble et impacts des directives Ecodesign  
et de l'étiquette énergie sur la surveillance de  
marché

WP 2: Contrôle et évaluation

- **Objectifs**
- Méthodologie
- Résultats clés
- Recommandations

- Rendre compte du **degré de transposition** de l'Etiquette Energie (ELD, 2010/30/UE) et de la Directive Ecodesign (2009/125/CE) dans les dispositifs législatifs et réglementaires nationaux.
- Evaluer l'impact des deux Directives sur les missions assignées aux autorités nationales des Etats-membres en termes de **surveillance de marché**.
- Déterminer les conséquences des deux Directives sur les **procédures de contrôle et de conformité** des industriels, notamment ceux spécialisés dans les machines à laver.
- Vérifier le **degré de conformité des produits vendus par les fabricants et les commerçants**, notamment les machines à laver.
- **Imposer les sanctions adéquates** si les Directives ne sont pas appliquées correctement.
- **Identifier les politiques et initiatives gouvernementales** des Etats-membres en faveur de l'efficacité énergétique des machines à laver.

- Objectifs
- **Méthodologie**
- Résultats clés
- Recommandations

- **Etape 1** – Revue de littérature et élaboration du questionnaire
- **Etape 2** – Questionnaire d'enquête conduit en 2 phases de septembre 2012 à février 2013
  - Phase 1:** Diffusion du questionnaire en ligne, rempli par les Etats-membres  
<http://go.biois.com/ATLETE II Questionnaire>
  - Phase 2:** Entretiens conduits avec les Etats-membres dans le but de combler l'absence de données dans certaines entrées du questionnaires
- **Etape 3** – Compilation et analyses des données
- **Etape 4** – Elaboration de recommandations fondées sur les résultats de la revue de littérature et les données du questionnaires

La diffusion du questionnaire aux 27 Etats-membres a été entamée le 20/09/12.

### Taux de participation des Etats-membres :

- Questionnaires complétés : **21**
- Questionnaires partiellement complétés : **5** (Belgique, France, Grèce, Portugal et Royaume-Uni)
- Etats-membres qui n'ont pas complété le questionnaire : **1** (Autriche)
- Entretiens menés dans le but de combler l'absence de données : **12**

- Objectifs
- Méthodologie
- **Résultats clés**
- Recommandations

## ○ Directive Etiquette Energie

Dans la plupart des cas (9 Etats-membres sur les 25 répondants, hors Bulgarie), la transposition de l'étiquette énergie dans la législation nationale s'est faite dans le cadre de **lois nationales sur l'énergie**.

En comparaison avec ATLETE I, **14** pays ont transposé l'étiquette énergie de 2010 dans le **même cadre législatif** que l'étiquette énergie de 1992.

## ○ Directive Ecodesign

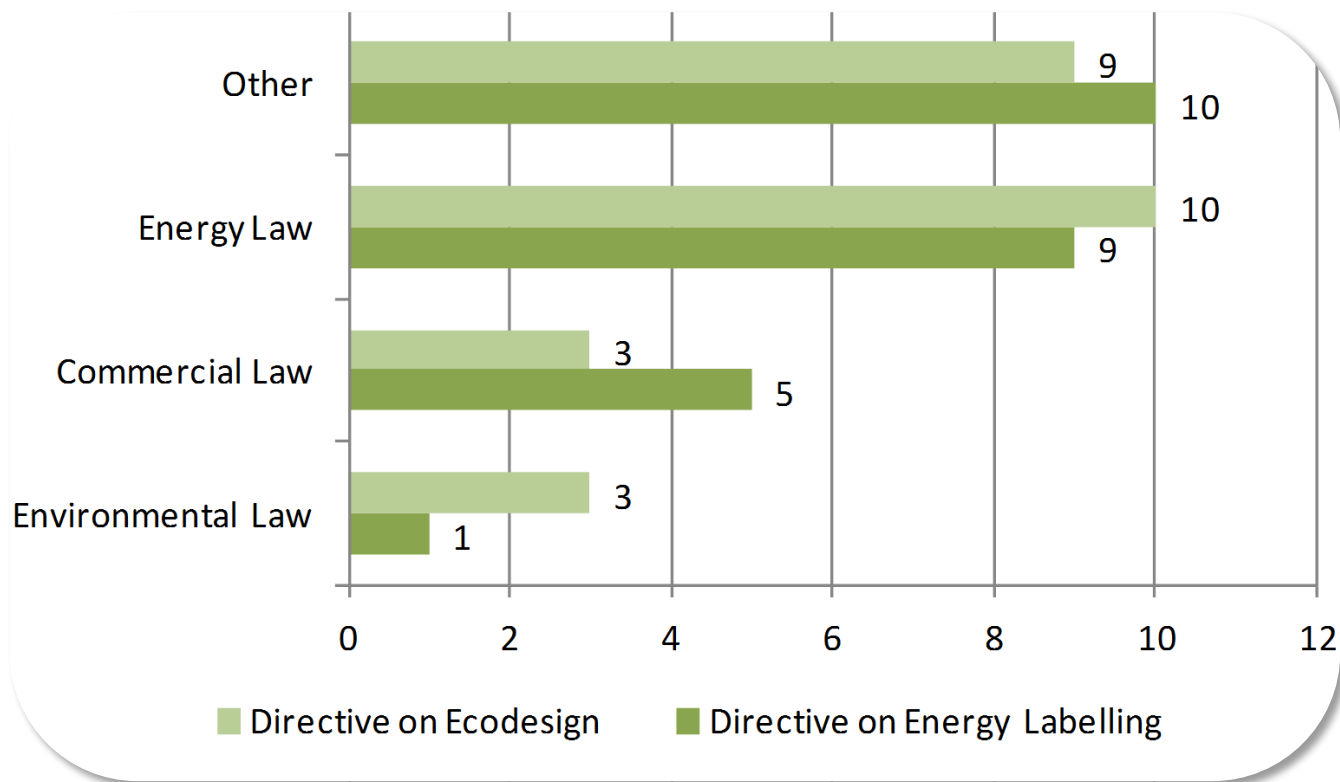
Dans la plupart des cas (10 Etats-membres sur les 25 répondants, hors Bulgarie), la transposition de la directive Ecodesign dans la législation nationale s'est faite dans le cadre de lois nationales sur l'énergie.

Les résultats d'ATLETE II et I montrent que la nouvelle directive Ecodesign de 2009 a été transposée dans un **cadre législatif inchangé** pour 16 pays.



# Transposition des nouvelles Directives (2/2)

Type de législation choisi pour transposer les deux directives européennes :



Les **procédures** de vérification de la conformité des produits ont été **modifiées** dans les législations nationales des Etats-membres :

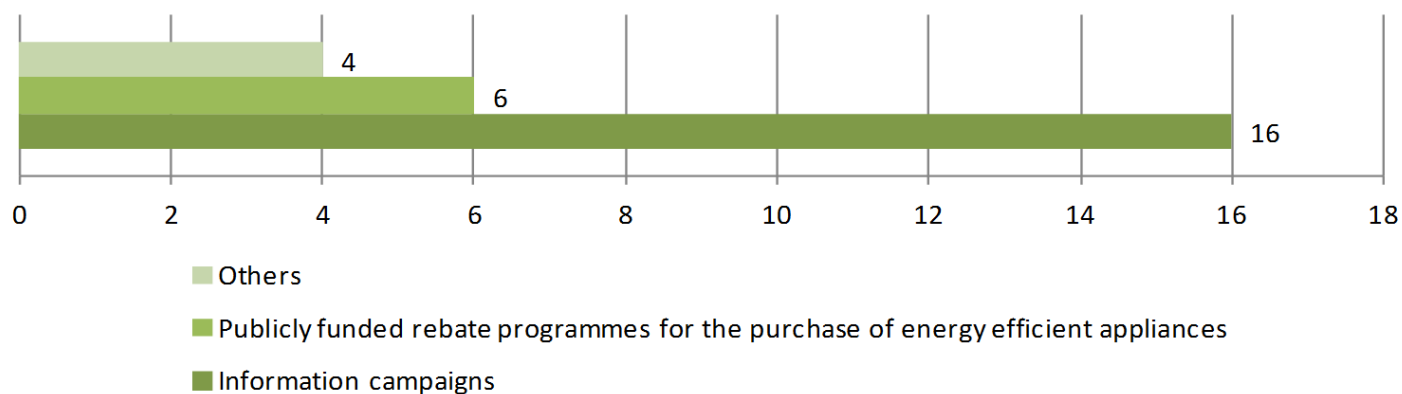
- Dans 14 pays, la modification s'est inspirée de la directive Etiquette énergie
- Dans 12 pays, la modification s'est inspirée de la directive Ecodesign.
- 10 pays n'ont rien changé aux procédures de vérification de la conformité des produits.

## Exemples :

- Allemagne : début des tests d'appareils internes en laboratoire.
- Lux: vérification des tests d'appareils effectués dans les laboratoires sélectionnés.
- Slovaquie : ressources limitées. Elle manque de personnel pour élaborer des tests pratiques plus perfectionnés et plus techniques dans les laboratoires sélectionnés.
- Suède et Irlande : la transposition des Directives a intensifié la surveillance.
- Pays-Bas : augmentation du coût des tests d'appareils.

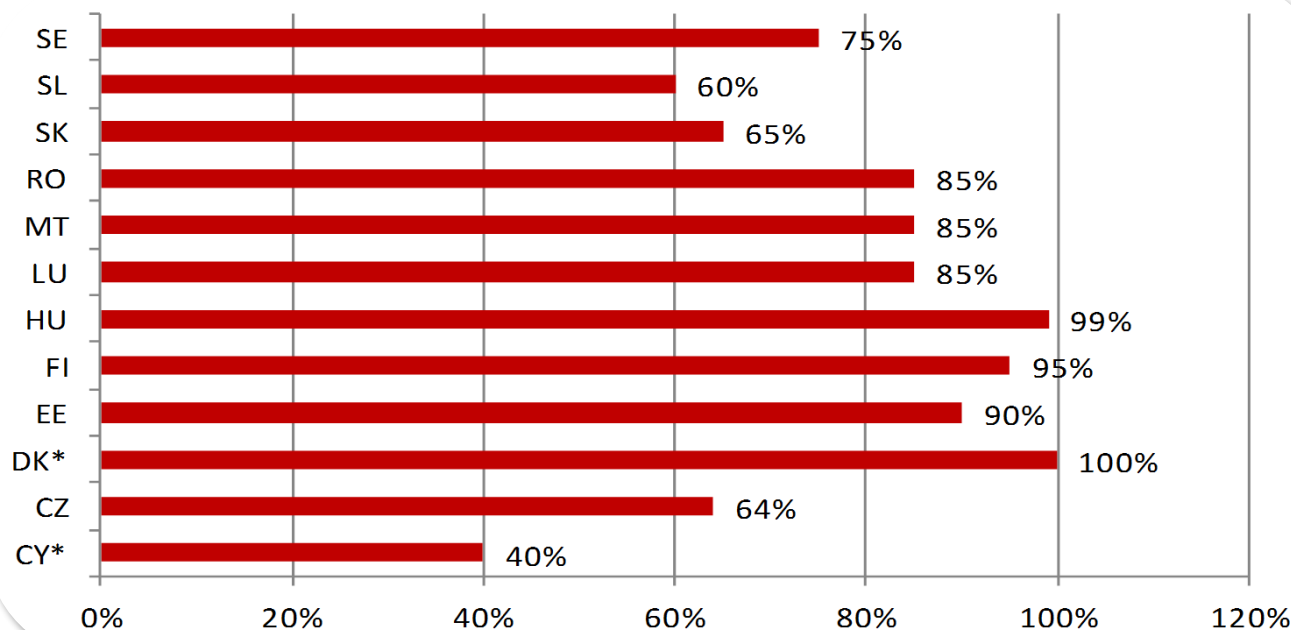
# Mesures complémentaires incitant à l'achat d'appareils à forte efficacité énergétique

- 16 Etats-membres ont lancé des campagnes **d'information**, 6 ont créé des programmes de **remboursement** financés par les fonds publics, 4 ont lancé des initiatives telles que les **crédits d'impôts** et les **marchés publics "verts"**.
- Grande différence dans la prise en charge des marchés publics verts selon les Etats-membres, allant de plus de 60% pour les pays pionniers sur la question à 20% pour les trainards. Il n'y a qu'au Danemark que l'ensemble des institutions gouvernementales a recours au marché public vert.
- 10 Etats-membres ont confirmé leur participation au groupe de travail ADCO.



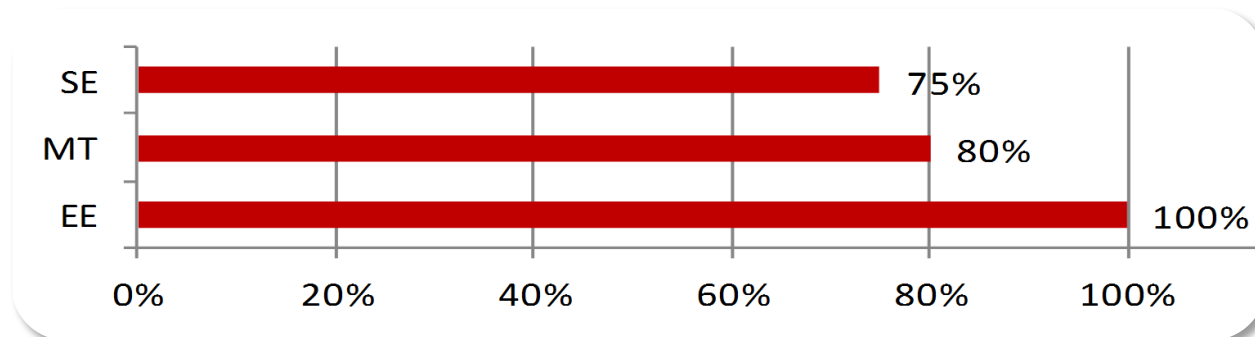
# Degré de conformité (étiquette énergie) : les détaillants

- 14 Etats-membres (14/20 hors Belgique, Bulgarie, Danemark, France, Pologne, Royaume-Uni) **vérifient que le label est fourni par le fabricant au commerçant pour chaque unité de chaque type de produit.**
- La majorité des magasins (15/19 hors Belgique, Bulgarie, France, Italie, Lettonie, Pologne, Espagne) sélectionnés pour le contrôle de l'affichage de l'étiquette énergie ont été **choisis de façon aléatoire**. Au Danemark, le degré de conformité a atteint 100% (3 visites ont parfois été nécessaires). A Chypre, il est de 40% à la 1<sup>re</sup> visite.



# Degré de conformité (étiquette énergie) : les catalogues

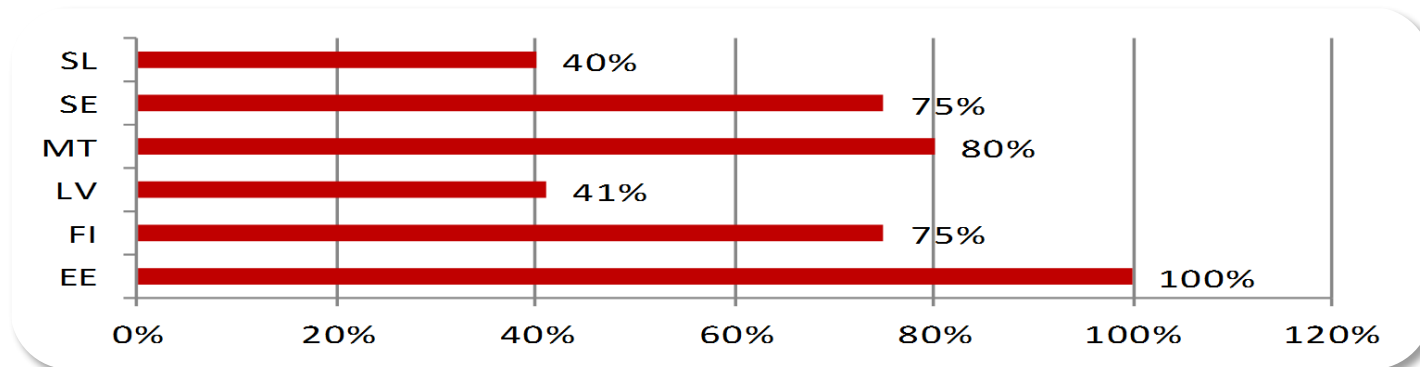
- Presque la **moitié** des Etats-membres (11/23 hors Belgique, Bulgarie et Italie) **contrôle fréquemment** le degré de conformité des catalogues. **7 Etats-membres ont l'intention de le faire d'ici peu.**
- La sélection des catalogues est faite de manière aléatoire et systématique.
- L'Estonie affirme que les 5 catalogues vérifiés en 2012 étaient conformes. Sur les 50 catalogues vérifiés en Suède, ¼ n'était pas conforme aux critères de l'étiquette énergie.



# Degré de conformité (étiquette énergie) : les offres internet



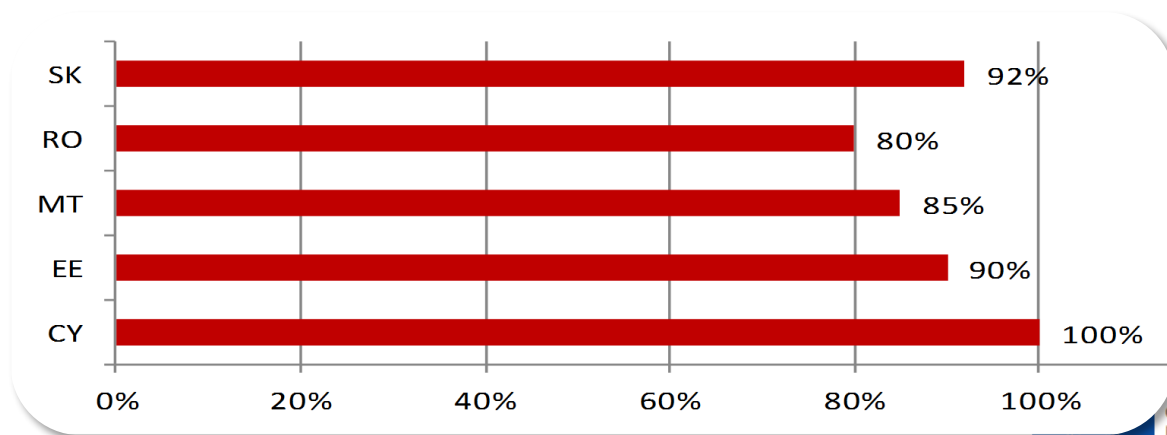
- Plus de **la moitié** des Etats-membres (13/21 hors Belgique, Bulgarie, Italie, Lituanie et Espagne) **contrôlent régulièrement** la conformité des ventes par internet.
- La sélection des offres internet a été faite de façon **aléatoire** dans 9/12 Etats-membres et **systématique**.
- Le contrôle va être renforcé dans les années à venir : **5 Etats-membres** ont déclaré vouloir le faire.



- Les **2 offres internet contrôlées** en 2012 en **Estonie** étaient conformes. Sur les 100 offres internet vérifiées en Suède et les 20 vérifiées en Finlande,  $\frac{1}{4}$  ne respectait pas les critères de l'étiquette énergie

# Degré de conformité (étiquette énergie) : les fiches produits

- Plus de la **moitié des Etats-membres** (13/21 hors Belgique, Bulgarie, Lituanie, Pologne et Royaume-Uni) vérifient **régulièrement** le contenu des fiches produits.
- Dans l'ensemble, **au moins 80% des contenus des fiches produits sont conformes**.
- Les Etats-membres ayant communiqué sur le degré de conformité ont remarqué que le degré de **conformité des fiches produit "machines à laver"** était **identique** aux autres produits couverts par l'étiquette énergie **SAUF** aux **Pays-Bas et en Suède** où des différences entre les types de produits ont été notées.



# Degré de conformité (étiquette énergie) : les tests de produit

- Presque **la moitié des Etats-membres** (13/24 hors Belgique et Italie) réalisent des **tests de produits**.
- Un **peu plus de la moitié** des Etats-membres choisissent de **manière aléatoire** les produits sélectionnés.
- La majorité des laboratoires sélectionnés pour réaliser ces tests sont des laboratoires **privées d'importance nationale, parfois étrangers**.
- **Les tests de produits sont souvent réalisés après qu'une plainte soit émise** (5/8 Etats-membres). Ils sont le résultat d'une approche systématique.
- La **République Tchèque** est le seul à avoir déclaré que les **6 produits** testés en 2011 étaient conformes (un seul paramètre était testé). Le degré de conformité des machines à laver atteint **60% au Danemark**, tandis que seulement **50% en Espagne**.







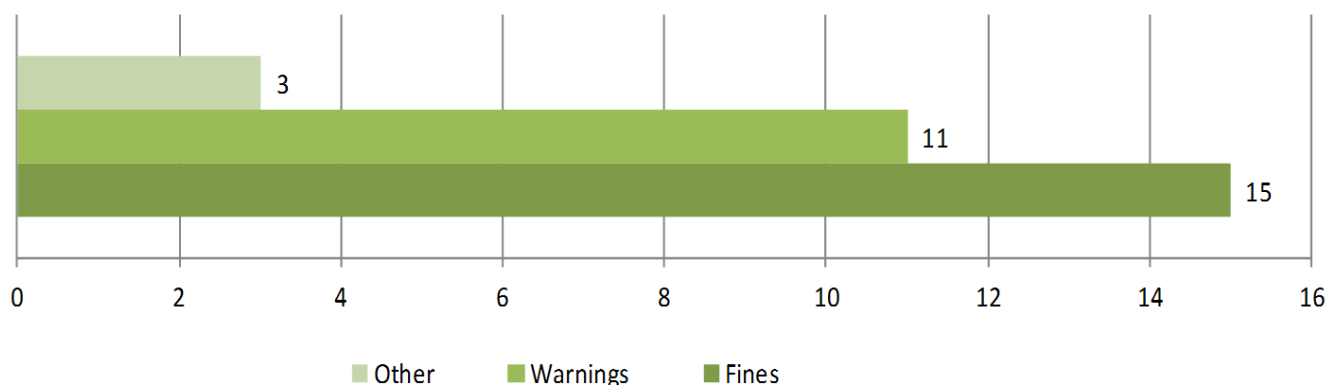
# Faibles activités de surveillance de marché dans l'UE



- **6 ASM des Etats-membres** : manque de ressources financières attribuées, de la part des gouvernements nationaux, aux autorités de surveillance de marché.
- **8 ASM des Etats-membres** : contraintes en matière de ressource humaine (**manque d'effectif**) à cause du travail supplémentaire induit par les **nouvelles directives**.
- Le nombre de laboratoires/installations pour le test d'appareil est **insuffisant** à l'échelle des Etats-membres et de l'UE.
- La **majorité** trouve que **les coûts des tests d'appareils sont trop élevés**. Chypre, France, Hongrie, Italie, Portugal et Slovénie considèrent que le coût de ces tests est un obstacle.
- **5/6 Etats-membres** ayant communiqué des retours sur leur tests d'appareil considèrent que ces tests **prennent trop de temps** (jusqu'à plusieurs mois).

# Sanctions applicables aux distributeurs en cas de non-conformité

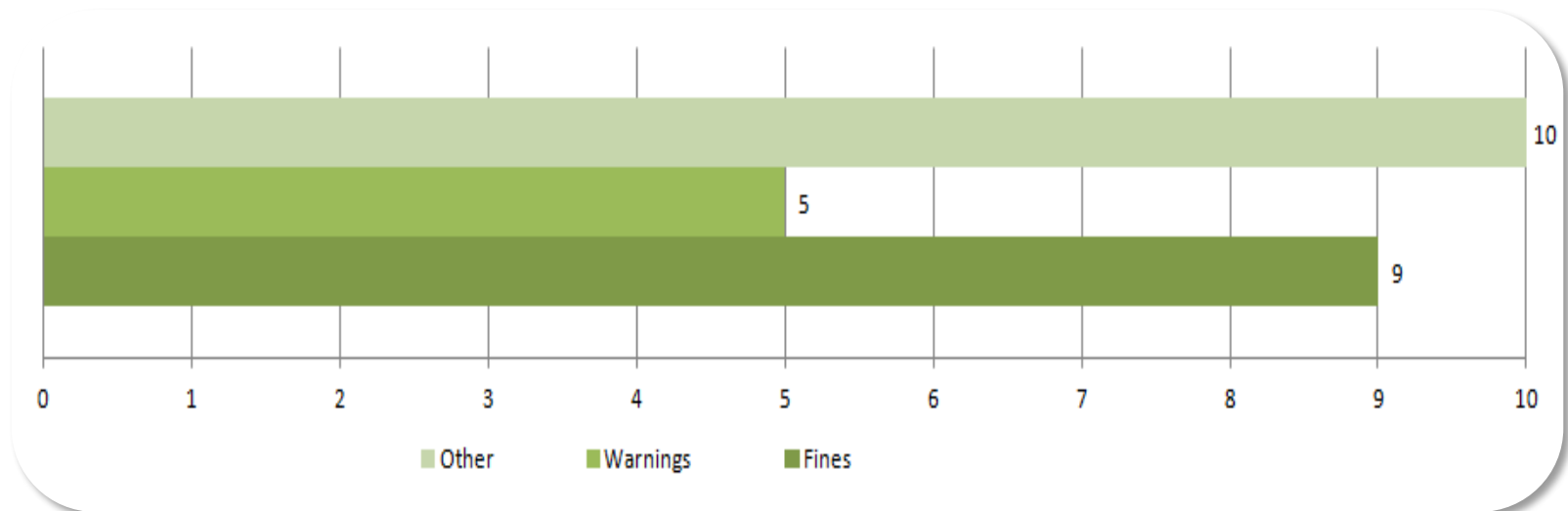
- Les sanctions incluent les **amendes**, les **avertissements**, les **interdictions de vente** ou **l'obligation de mise en conformité**.
- **La sanction la plus répandue est l'amende** (15/17 Etats-membres hors Belgique, Bulgarie, France, Italie, Lituanie, Grèce, Pologne, Royaume-Uni, Suède).
- **Aucune baisse** dans le nombre de sanctions appliquées n'a été déclarée depuis l'introduction de la nouvelle étiquette énergie. Au contraire, elles semblent même augmenter.



*Types of sanctions for retailer's non-compliance*

# Sanctions applicables aux fabricants en cas de non-conformité

- Les sanctions incluent des mesures restrictives, **l'emprisonnement, le retrait du produit sur le marché, des clauses de sauvegarde, des injonctions, des interdictions, des rappels de produits, des poursuites et condamnations judiciaires.**
- **La sanction la plus répandue est l'amende** (9/15 Etats-membres ayant répondu)



- Objectifs
- Méthodologie
- Résultats clés
- **Recommandations**

- Une **coopération renforcée** et un meilleur **retour d'expérience** entre les Etats-membres (seulement 10 sur 27)
- **Partage des ressources et des accès aux laboratoires** entre les différentes autorités chargés de la surveillance de marché peut encourager les tests d'appareils
- Accélération de la prise de conscience des **consommateurs** des avantages d'achat des appareils plus efficace ,permettrait de tirer le marché vers le haut
- Les **résultats obtenus** en terme d'application devraient être **diffusés et disponibles sur la place publique**
- Augmentation des **fonds budgétaires** aux autorités chargées de la surveillance de marché. Un nombre significatif des Etat-membres a contraintes en **ressources et en effectifs**

## Pour en savoir plus :



- ATLETE II – Rapport complet 2013 contact :  
[therese.kreitz@ademe.fr](mailto:therese.kreitz@ademe.fr)  
<http://www.atlete.eu/2/>
- ATLETE (1) – Rapport complet 2010 contact :  
[therese.kreitz@ademe.fr](mailto:therese.kreitz@ademe.fr)  
[http://www.atlete.eu/index.php?option=com\\_docman&Itemid=111](http://www.atlete.eu/index.php?option=com_docman&Itemid=111)
- Come On Labels (2013) contact :  
[juraj.krivosik@svn.cz](mailto:juraj.krivosik@svn.cz)  
<http://www.come-on-labels.eu/legislation/energy-labelling-legislation-in-the-project-countries>
- ECOPLIANT (2013) contact :  
[ecopliant@defra.gsi.gov.uk](mailto:ecopliant@defra.gsi.gov.uk)  
<http://www.ecopliant.eu/activity-streams/work-package-2-establishing-best-practice/>

- **ATLETE II** (ADEME, BIO IS): Implications of the new Energy Labelling Directive (2010/30/EU) and the Ecodesign of energy-related products (Ecodesign) Directive (2009/125/EC) on market surveillance activities, Deliverable 2.1., May 2013
- **ATLETE II** (SEA, SEVEN): Final report on the MSA communication action and follow up, Deliverable 7.3., September 2014
- **ADEME** (ADEME): Report on the national legislation regarding energy labelling, Deliverable 2.1.,
- **ATLETE** (ADEME): Overview of the methodology and the results achieved in the conformity assessment action at EU Member States and international level, Deliverable 2.2.,
- **ADEME, SEVEN, SoWatt**: Market surveillance of Energy Labelling and Ecodesign product requirements – Overview of challenges and opportunities, February 2014
- **Come On Labels**: National legislation and its practical implementation related to energy labels on energy-related products, Deliverable 2.2, March 2013
- **CompliantTV**: Schematic of the CompliantTV testing Process, May 2014
- **Ecopliant**: Best Practice Guidelines for Coordinated and Effective Market Surveillance, Deliverable 2.2., editions June 2013 and September 2014
- **Evaluation of the Energy Labelling Directive** and specific aspects of the Ecodesign Directive: Background report I: Literature review, December 2013